

## DE QUELQUES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES À VENIR

# Pronostics

(1<sup>re</sup> partie)

Par Zineddine Sekfali



Trois élections présidentielles auront lieu entre la fin de cette année 2016 et le début de l'année 2019, aux USA, en France et en Algérie. Il y a au moins deux raisons de s'y intéresser. La première est qu'elles sont susceptibles d'induire dans chacun des trois pays concernés des transformations politiques et économiques significatives, et d'entraîner, aux plans international et diplomatique, des changements de cap importants. La seconde est que, si elles ont en commun de se tenir selon les normes démocratiques de base, c'est-à-dire au suffrage universel et secret, elles diffèrent entre elles sur de nombreux points,

respectifs et leur ont donné l'occasion de critiquer ceux des autres. Les candidats ont, grâce aux primaires, l'opportunité d'affiner leurs programmes et de les enrichir en fonction des critiques et observations qui leur sont faites. A l'issue de cette phase de qualification rude et vive mais toutefois sans incident majeur, seuls les candidats ayant franchi avec succès le cap des primaires sont admis à participer au scrutin du 9 novembre prochain.

Au moment où l'on écrit ces lignes, les résultats des primaires sont connus et il semble déjà acquis que c'est Hillary Clinton qui obtiendra l'investiture du parti démocrate et Donald Trump, celle du parti

LR d'organiser des «primaires», mais sans définir les conditions d'organisation et les modalités de déroulement, et sans fixer la date de leur tenue. Cependant, si la tentation est grande chez certaines personnalités du PR de s'inspirer des élections primaires à l'américaine, d'autres apparatchiks restent attachés à la formule qui consiste à faire désigner directement le candidat par l'appareil central du parti. De plus, il est apparu au sein du LR un troisième courant de pensée formé de militants qui préféreraient recourir à des primaires «internes» à l'appareil central, moins ouvertes que les primaires américaines, car y participent, comme on l'a rappelé ci-dessus, les militants, les adhérents et les sympathisants.

Cette formule est un compromis entre celle prônée par les éléments les plus conservateurs du LR et celle de l'aile libérale de ce même parti qui souhaite introduire une certaine dose de démocratie dans le fonctionnement des instances supérieures du LR, en reconnaissant à ses militants et sympathisants le droit de participer au choix de leur candidat. A moins d'une année du scrutin présidentiel, le parti LR n'a donc pas encore arrêté sa doctrine à propos des primaires ! Observons d'ailleurs que, comme pour rendre plus confuse la situation déjà incertaine qui règne au LR, l'actuel chef de ce parti, Sarkozy — qui fut président de la République jusqu'en 2012 —, mène tambour battant depuis deux mois environ une véritable campagne électorale de candidat à l'élection présidentielle.

L'homme paraît impatient et bouscule sans ménagement les dignitaires de son propre parti qu'il agace de toute évidence. L'impression d'ensemble qui se dégage est que N. Sarkozy, après avoir fait main basse sur le LR, est déjà directement parti à la conquête de la présidence de la République. Du côté du Parti socialiste (PS), actuellement au pouvoir, on laisse entendre qu'aucune candidature ne sera officiellement déclaré par les instances de ce parti, tant que le Président sortant, F. Hollande, n'aura pas lui-même annoncé qu'il ne se représente pas. Au PS, on estime qu'il serait moralement inconvenant et

blème est depuis 1958, comme aux USA, la clef de voûte du système politique, par contre l'institution d'élections primaires ouvertes à la manière américaine ne fait pas consensus au sein de la classe politique de ce pays. La plupart des politiciens français de droite comme de gauche restent attachés, par tradition ou simplement par habitude, au principe du «centralisme démocratique», en vertu duquel seule la «direction politique» — laquelle dans la pratique est trop souvent réduite à la personne du grand Chef — est habilitée à désigner le candidat du parti. Il y a dans ce pays un courant de pensée politique hostile au présidentielisme instauré par la Constitution de 1958, et on continue à lui préférer le régime parlementaire jugé plus démocratique. En réalité, il y a en France une réaction instinctive de résistance aux réformes et de rejet systématique de toute réforme radicale. Il n'est pas rare que des mouvements sociaux violents se produisent contre les réformes de fond, et ce, quel que soit le bien-fondé des mesures préconisées par les promoteurs de ces réformes. Les grèves dures, les occupations illégales de lieux de travail, la paralysie des moyens de transport publics et les arrêts forcés des grosses unités de production et de stockage d'énergie, provoqués courant mai-juin 2016, par la CGT et quelques autres syndicalistes pour protester contre la loi El Khomri sur le travail en

**Notons à ce propos que la Constitution américaine a plus de deux siècles d'existence, qu'elle n'a pris aucune ride, qu'elle a été très peu révisée et surtout qu'elle n'a subi aucun viol.**

notamment en ce qui concerne les méthodes, modalités et formes d'organisation de chacune d'elles. Or, on sait que les règles de forme ont autant d'importance que les règles de fond. Du point de vue du planning électoral US, la phase des «élections primaires» est achevée et la date de l'élection proprement dite est fixée au 9/11/2016.

En France, aucun planning n'est encore arrêté mais la course à l'Elysée a déjà commencé. En Algérie, il est prématuré de parler de planning électoral. Il faut cependant considérer, comme un premier signe d'un processus électoral qui se met en place, l'information donnée dans le communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres du 31 mai 2016, selon lequel un projet de loi organique relatif à la haute instance de surveillance des élections a été adopté et un projet de loi portant modification du code électoral approuvé. On remarque aussi qu'une certaine effervescence se manifeste au niveau des candidats à la candidature, puisque des personnalités connues seraient d'ores et déjà sur la liste des favoris ou des pressentis. Il s'agit dans cette contribution d'exposer quelques éléments-clefs et points de repère utiles à la compréhension de ces trois élections. S'agissant spécialement de l'Algérie, on s'efforcera d'analyser et commenter des «pronostics» récemment publiés par la presse.

### Les présidentielles en deux phases aux USA

Aux USA, les élections présidentielles sont scindées en deux phases : une première phase de qualification, appelée «élections primaires», consacrée à la sélection des candidats jugés dignes de se présenter au suffrage populaire, et une phase finale consacrée à l'élection d'un nouveau président qui pourrait être cette fois-ci, une femme. Cette année, les primaires ont donné lieu, dans la plupart des Etats de la Fédération, à des dizaines de réunions publiques auxquelles ont assisté et participé personnellement les candidats et pas seulement leurs lieutenants. Des débats contradictoires ainsi que des face-à-face télévisés généralement faits en direct ont permis aux candidats à la candidature d'exposer leurs programmes électoraux ainsi que leurs projets politiques

républicain, même si certaines personnalités de ce parti émettent des réserves à son sujet. Il serait cependant hasardeux de s'attendre à une crise ou une scission au sein du parti républicain. Le prix à payer par ce parti serait en effet trop lourd. Aussi convient-il plutôt de s'attendre à ce que les appareils de ces deux grands partis vont, sans surprise, consacrer les choix faits par leurs militants, adhérents et sympathisants sans tenter d'imposer d'autres candidats. Rappelons en outre à ceux qui se poseraient la question de savoir pourquoi le président Obama ne s'est pas représenté à ces élections, que l'intéressé ayant été élu à deux mandats consécutifs de quatre années chacun, il lui était en conséquence constitutionnellement interdit de briguer un troisième mandat.

Les concepts de président à vie, d'homme providentiel, de culte de la personnalité, de candidat unique, de parti unique, propres aux démocraties populaires et aux républiques bananières, sont absolument étrangers aux USA. Notons à ce propos que la Constitution américaine a plus de deux siècles d'existence, qu'elle n'a pris aucune ride, qu'elle a été très peu révisée et surtout qu'elle n'a subi aucun viol. Pour en revenir au processus électoral américain suivi pour choisir le Président — qui cette année pourrait être une Présidente —, on remarquera que si le processus électoral dans ce pays est long et compliqué, il est néanmoins convenablement géré et maîtrisé de bout en bout. Enfin, il est généralement reconnu que les élections américaines, et plus particulièrement les élections présidentielles, comptent parmi les plus libres et les plus démocratiques du monde. Observons enfin que c'est grâce à Donald Trump, bien placé dans la course à la Maison-Blanche, que l'extrême droite américaine ségrégationniste et belliciste est arrivée au seuil du pouvoir aux USA.

### Des primaires en France : est-ce possible ?

En France, la course au palais de l'Elysée a également commencé, mais de manière officieuse. Chez les militants et les sympathisants du parti Les Républicains (LR), parti principal de l'opposition, la liste des candidats à la candidature ne cesse de s'allonger. On parle au sein du

**On peut dire comme Hamlet à propos du Danemark qu'il y a décidément quelque chose de pourri en France ! Cette situation et ses conséquences prévisibles ne manqueront pas d'affecter, d'une manière ou d'une autre, les relations franco-algériennes. Elle impactera sans doute aussi toute la politique extérieure française vis-à-vis de l'Afrique et du monde arabe.**

surtout politiquement risqué pour l'unité du parti d'opposer un candidat socialiste au président socialiste sortant.

Il semblerait cependant que certains apparatchiks du PS soient prêts à briser ce tabou ! Au PS, où les luttes intestines sont monnaie courante et les «fâcheries individuelles» quasi permanentes, l'incertitude règnera sans doute encore longtemps sur la question de savoir si des élections primaires auront lieu, et dans l'affirmative, selon quelles conditions et dans quelles formes. En résumé, on dira qu'en France, si le président de la Répu-

sont la meilleure preuve. A droite comme à gauche, il arrive encore, pour des motifs purement idéologiques, que les intérêts catégoriels priment sur l'intérêt général. Le spectacle actuellement donné par ce pays est surréaliste : le président en exercice est poussé vers la porte de sortie, non seulement par ses adversaires politiques, mais aussi par une bonne partie de la gauche, pendant qu'un ancien président qui fut si souvent à la «une» de l'actualité judiciaire fonce en trombe vers l'Elysée, aidé par ses amis politiques impatients de revenir «aux affaires».